



Dis-moi qui tu hantes je te dirai qui tu es

Description

Strasbourg, capitale de l'ambiguïté : Jeanne Barseghian ou l'instrumentalisation de la cause palestinienne...

Il y a des gestes qui en disent plus long qu'un discours. En accueillant fin mai, une délégation venue du camp palestinien d'Aïda en Cisjordanie, dans le cadre d'un projet de jumelage avec Strasbourg, Jeanne Barseghian n'a pas simplement posé un acte de diplomatie municipale. Elle a franchi une frontière. Celle qui distingue l'humanisme de la duplicité idéologique et de la trahison.

Il ne s'agissait pas de recevoir des exilés en détresse ou des interlocuteurs neutres. La délégation est bien composée de figures issues du camp d'Aïda connu pour son engagement idéologique virulent.

Ce camp contrôlé par des réseaux liés au Fatah radical et à des structures islamistes est depuis longtemps un foyer de diffusion d'une culture de la haine où l'on peut observer les fresques de combattants armés glorifiés, des récits de « martyrs » érigés en modèles, ou un théâtre de guerre travesti en centre culturel. Il n'est pas anodin que le centre Alrowwad, représenté dans cette délégation, ait été accusé à plusieurs reprises de nourrir une rhétorique ambivalente face au terrorisme.

Et pourtant, ce sont ces représentants que la maire écologiste de Strasbourg a accueillis en grande pompe sous les ors de la République. Elle les a légitimés, embrassés politiquement allant jusqu'à porter publiquement un keffieh palestinien sur ses épaules en mode Rima Hassan : du Jourdain à la mer ...

Devenu bien plus qu'un symbole de solidarité, ce foulard est depuis les années 2000 l'uniforme revendiqué de l'intifada, de la radicalisation, et de l'islam politique. Loin d'être un accessoire folklorique. C'est une bannière. Une arme de guerre.

Mais le comble de l'indignité a été atteint avec la présentation d'une carte de la « Palestine » englobant tout le territoire israélien. Pas de frontières, pas de compromis : Israël est rayé, effacé, anéanti. L'existence même de l'État juif est niée. Cette carte acceptée sans le moindre mot de réserve par l'équipe municipale, a été exposée par une maire arborant un sourire complaisant dans une ville qui se proclame capitale des droits de l'Homme.

Au même titre que l'éradication d'Israël, cette maire hostile aux valeurs intrinsèques de la république a exterminé par la même occasion, la mémoire de 30 ans de jumelage entre Strasbourg et Ramat Gan, une ville agricole israélienne fondée en 1921 sous le nom d'*Ir Ganim*, « Ville des jardins », au profit d'un Jumelage avec ce camp qui viole l'esprit même des accords de coopération décentralisée.

Un jumelage, en droit, lie deux entités locales dotées d'une reconnaissance administrative : les villes, les communes, les collectivités. Or, Strasbourg prétend s'unir à... un camp ? Un quartier ? Une zone sans statut, ni ville, ni même village. Aïda n'a ni conseil municipal, ni école publique, ni autonomie réelle. C'est un lieu de relégation administré par l'UNRWA et dominé localement par des comités de factions militantes.

Ce n'est pas un jumelage. C'est un détournement de sens, un prétexte politique, dont la finalité est ailleurs : acheminer l'argent public strasbourgeois vers des relais idéologiques, des apprentis terroristes, sous couvert de « coopération culturelle » visant à glorifier le martyr.

La maire ne peut pas prétendre ignorer que le camp d'Aïda est aussi un foyer d'influence du Hamas en Cisjordanie, que certains de ses relais culturels servent de façades aux discours de haine, que les enfants y apprennent davantage le langage de la vengeance que celui de la coexistence.

Ces faits sont documentés, connus, publics. Les services de renseignements français le savent. Et pourtant, Barseghian et son équipe, leur a ouvert les portes de la ville avec tous les honneurs.

Les actes de Barseghian s'inscrivent dans une stratégie bien rodée. Une volonté d'instrumentaliser la cause palestinienne à des fins politiques internes électoralistes, en flattant une frange communautaire radicalisée au mépris de la vérité historique et de la paix.

Tous les alsaciens regardent cette mascarade avec effroi. Ils constatent que dans leur propre ville, l'antisémitisme ne vient plus seulement de la marge, mais s'infiltre dans les institutions. Il prend des visages policés et des gestes symboliques : un keffieh, une carte géographique falsifiée, un hôtel de ville souillé.

Strasbourg mérite mieux. Strasbourg ne peut pas devenir le théâtre d'un humanisme frelaté qui se pare des mots de la paix pour offrir une tribune à ceux qui rêvent d'éradication. Il ne s'agit pas ici d'opposer Israël et la Palestine, ni de refuser le dialogue. Il s'agit de nommer les choses. De refuser que la ville européenne par excellence serve de caution à un récit unilatéral, haineux et manipulateur.

Madame Barseghian sort de son mandat de maire de Strasbourg. Elle n'a pas reçu des « artisans de paix ». Elle a déroulé le tapis rouge à une délégation qui nie l'existence d'un État, qui soutient le terrorisme et flatte une radicalité politique incompatible avec les valeurs républicaines.

L'Histoire a toujours jugé ceux qui, par aveuglement idéologique ou par calcul électoral, ont fait le

choix de l'ambiguïté face à la barbarie.

C'est le choix de Barseghian

Silvia Oussason-Chamszadeh

Categorie

1. Édito

date créée

27 mai 2025